

50 Ans : Et Après ?

Dieudonné MAMPASI Kapita, S.J.

« **L**e soleil des indépendances » brille de nouveau sur les 17 pays africains qui célèbrent, en cette année 2010, le jubilé d'or de leurs indépendances. Jubilé de réjouissances et d'espoirs, mais aussi de réflexion, de prise de conscience et de volonté de « renaissance ».

L'éditorial du numéro précédent était axé sur le bilan de premières cinquante années d'indépendance de la RD Congo. Nous poursuivons ce même élan en mettant cette fois-ci l'accent sur ce qui est porteur d'un meilleur avenir. S'il est vrai qu'aucun avenir ne peut être envisagé ni construit sans référence au passé, il faut également admettre qu'on ne peut pas se contenter uniquement du passé. L'important réside dans des solutions à proposer pour bâtir un meilleur avenir. D'où la question majeure qu'il convient de poser est la suivante : *Que faire après la célébration de nos 50 ans d'indépendance ?*

Comme le démontrent les articles de ce numéro, un des obstacles au développement de notre pays dans le passé a été l'absence de vision prospective de l'action politique. Celle-ci représente l'action rationnelle devant assurer l'organisation et le fonctionnement de notre société.

Dans son discours sur l'état des lieux et les perspectives de la gouvernance de l'Etat congolais, le Premier Ministre, Adolphe Muzito, nous invite à comprendre la célébration du Cinquantenaire comme un « kairós », c'est-à-dire, un tournant important dans notre histoire commune comme nation. Faisant la relecture à mi-parcours de la gouvernance de notre pays, il tourne nos regards vers l'avenir en posant des questions fondamentales : *pourquoi le bilan global de la gestion du pays est-il catastrophique ? quelles sont nos capacités réelles de rebondissement ? et quelles sont nos chances pour l'avenir ?*

Jésuite. Rédacteur en chef adjoint de *Congo-Afrique*
E-mail : kadima5009@yahoo.fr

Aujourd'hui, le défi majeur est celui de la reconstruction de notre pays. Sur le plan de la gouvernance économique, la « carence des Etats développeurs », l'absence d'une base économique solide et surtout l'absence de vision ne devraient pas nous empêcher à poursuivre une politique d'« indépendance économique, entendue comme système économique national intégré et disposant d'une dynamique interne et tournée vers les besoins de la communauté nationale ». Voilà pourquoi, le Premier Ministre propose la création d'une « charte nationale de l'économie pour servir de garde-fou à notre marche et à nos démarches économiques dans un esprit volontariste, nationaliste et patriotique ».

Pour mettre en œuvre une telle charte, il faut des cadres nationaux. La réflexion du Père Martin Ekwa bis Isal, S.J., sur l'enseignement, démontre à suffisance qu'aucune nation ne peut se développer sans une élite capable de résoudre les problèmes réels de la société.

Malgré les ratés dans le domaine de l'enseignement, il est encore possible de rebondir et de relever le défi de l'avenir en associant l'éducation au développement durable du pays. L'éducation traditionnelle, dans sa philosophie et sa pratique de former des hommes et des femmes dont la société avait besoin, peut servir de repère pour allier éducation et besoins réels de notre société.

Le Professeur et Sénateur national, Jacques Djoli Eseng'Ekeli, nous ramène « au cœur de la crise existentielle de l'Etat » en examinant « les partis politiques dans l'évolution politique et constitutionnelle congolaise de 1960 à 2010 ». La contribution des partis politiques à un exercice rationnel et efficient du pouvoir dans la vie politique moderne est fondamentale. Depuis l'indépendance, la démocratie congolaise a été un « Etat des partis », dans leurs formes et variantes historiques respectives.

Cependant, en dépit du caractère essentiel de leur contribution à la consolidation de l'Etat de droit, l'existence des partis politiques pendant ces cinquante dernières années a été une véritable caricature de la démocratie multipartiste. Leurs faiblesses sont connues : tribalisme, absence d'idéologie traduite dans un programme à réaliser, manque de vision politique, maintien d'une mentalité de parti unique malgré leur grand nombre qui, en réalité, nuit à la démocratie, etc. Ces pathologies de nos partis représentent, à coup sûr, *« l'expression emblématique de la crise existentielle de la nation congolaise »*.

Dès lors, pour assurer un avenir politique raisonnable, la tâche, écrit le Professeur Djoli, consiste à opérer impérativement « une rupture épistémologique et organisationnelle », à engager « une véritable mutation de ces 'groupements proto-politiques' vers de vrais foyers idéologiques, démocratiques, programmatiques et praxéologiques ». Une telle mutation doit s'accompagner

du changement des mentalités ; car la démocratie comme système politique suppose des démocrates qui y croient ; des personnes qui ont des convictions et qui sont prêtes à se battre pour les défendre.

Avec ce numéro de septembre 2010, *Congo-Afrique* souhaite la bienvenue à son nouveau Rédacteur en chef, le Père Ferdinand Muhigirwa Rusembuka, S.J., qui remplace, à ce poste, le Dr. Paulin Manwelo, S.J., appelé à d'autres fonctions. Aussi, saisissons-nous cette opportunité pour remercier de tout coeur, le Dr. Paulin Manwelo, S.J., qui, de manière *sui generis*, a donné à la revue *Congo-Afrique* une grande visibilité sociale et intellectuelle. La direction du CEPAS et la rédaction de *Congo-Afrique* lui expriment leur gratitude et lui souhaitent plein succès dans sa nouvelle mission comme Secrétaire Général du CADICEC.

Dieudonné MAMPASI Kapita, S.J.